

Peut-on encore rêver de paix ?

Carl Bouchard

Number 824, Spring 2024

Guerre-paix : perspective en clair-obscur

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/104195ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (print)

1929-3097 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Bouchard, C. (2024). Peut-on encore rêver de paix ? *Relations*, (824), 32–34.



Jean-Marc Nahas, *Crimes et Châtiments I*, acrylique sur toile, 40 cm x 43 cm, 2022.



Jean-Marc Nahas, *Crimes et Châtiments II*, acrylique sur toile, 40 cm x 43 cm, 2022.

PEUT-ON ENCORE RÊVER DE PAIX ?

Carl Bouchard

L'auteur, professeur au Département d'histoire de l'Université de Montréal, a publié *La paix, malgré tout. Un siècle de réflexions et d'actions contre la guerre* (Septentrion, 2023)

Dans un monde désenchanté, rêver de paix n'est pas seulement souhaitable ; c'est un devoir. Celui-ci nous oblige à revoir en profondeur les relations entre les peuples et à imaginer de nouveaux rapports au monde, loin de la compétition et de l'héroïsme.

Souvenons-nous de l'atmosphère euphorique du début des années 1990 en Occident : nous avions la conviction, avec la chute du mur de Berlin et la généralisation d'Internet, que le monde vibrerait désormais à l'unisson de nos valeurs. Dans les universités, on dissertait sur la « théorie de la paix démocratique », selon laquelle l'adoption universelle de la démocratie paverait la voie à la paix durable. Devant nous, s'ouvrait une nouvelle ère de prospérité sans fin, où toutes les opinions pourraient s'exprimer ; celle d'un monde à notre image, accueillant dans sa diversité.

L'enthousiasme s'est peu à peu étiolé et, avec lui, l'optimisme : le terrorisme (et son corollaire totalisant qu'est la surveillance), la mondialisation et l'accroissement des inégalités, l'anxiogène impasse écologique, l'exacerbation des opinions née des réseaux sociaux, l'industrie de la désinformation, l'érosion, semble-t-il inexorable, de l'adhésion aux valeurs démocratiques, la perte de sens de plus en plus manifeste de sociétés obsédées par la croissance, en sont venus à bout. Et à l'heure où j'écris ces lignes, une guerre enlisée d'une autre époque endeuille l'est de l'Europe tandis qu'un peuple sacrifié par l'ensemble des États environnants se meurt au Proche-Orient, que des conflits civils sanglants déchirent l'Afrique et qu'un populiste adepte de la tronçonneuse vient de triompher à l'élection présidentielle en Argentine — nouvel avatar du dérapage vers l'autoritarisme incarné par Trump. La glissade des opinions publiques vers des politiques de repli et d'exclusion révèle la peur qui s'est emparée de nous.

Une partie de l'électorat se languit d'un temps largement mythique où les choses étaient apparemment simples et où l'on pouvait se projeter dans le futur. Des hommes et des femmes assoiffés de pouvoir exploitent et nourrissent ce mécanisme de défense avec une politique-émotion qui déstabilise encore davantage les normes démocratiques. Face à cela, le seul vrai projet collectif qui semble mobiliser les nouvelles générations consiste à essayer de réduire les effets d'une catastrophe environnementale quasi certaine.

Dans ce monde sombre et désenchanté, est-il encore possible de rêver de paix ? En avons-nous encore le loisir ?

À l'évidence, il ne peut y avoir de réponse autre que positive à ces questions — baisser les bras ne peut être une option. Il faut répondre oui, car on *doit* encore rêver de paix, sinon à quoi bon ? Mais dans ce cas, comment concevoir le contour d'un nouvel imaginaire de la paix ?

Aller au-delà de l'absence de guerre

Depuis un peu plus de 100 ans, l'essentiel de la réflexion sur la paix a porté sur les moyens d'éviter un embrasement général comme celui qui a inauguré le siècle en 1914. L'échec a été constaté en 1939. Allions-nous, après 1945, arriver à éviter un troisième embrasement ? Les deux guerres mondiales avaient provoqué la mort de quelque 70 millions de personnes, et un conflit atomique aurait potentiellement ajouté à ce macabre décompte plusieurs centaines de millions de victimes. Dans ce contexte, la « paix négative » (qui, dans le jargon des *peace studies*, signifie l'absence de guerre) constituait déjà une réussite, surtout durant la guerre froide. « Paix impossible, guerre improbable », constatait dès la fin des années 1940 le sagace observateur Raymond Aron¹.

Pour autant, les promoteur·ices de la paix, politiques, diplomates ou encore simples citoyen·nes, avaient intégré depuis longtemps l'idée que la simple absence de guerre ne pouvait être une fin en soi — vivre continuellement sous le spectre d'une conflagration à venir n'est pas vivre en paix. Durant l'entre-deux-guerres, une expression servait à rendre compte de cette aspiration à aller au-delà de la paix armée : le *désarmement moral*. On parle plutôt désormais d'*éducation à la paix* ou de *culture de la paix*. Il s'agit de l'ensemble des mesures qui favorisent en amont l'édification de la paix, notamment en valorisant ce qui rapproche les nations au lieu de les diviser. Ces mesures sont de nature diverse, allant de la production de manuels scolaires valorisant l'interdépendance à la mise en place d'échanges internationaux, la promotion de la diversité culturelle, l'œcuménisme religieux, etc. Elles participent de ce que l'un des fondateurs des *peace studies*, Johan Galtung, a appelé la « paix positive », soit les comportements, institutions et structures qui favorisent l'élimination de la violence entre des individus, des groupes et des sociétés².

La paix négative et la paix positive sont ainsi soumises à des registres d'action et de temporalité différents. Tandis que la première renvoie à une réalité matérielle dans un temps relativement défini (subir ou ne pas subir la violence liée à la guerre), la seconde est davantage d'ordre immatériel et requiert un temps long. L'une est évitement ; l'autre est édification.

L'augmentation probable des conflits interétatiques et civils

Dans les faits, nous avons développé une bonne pratique de la paix négative. Autrement dit, nous savons assez bien comment ne pas faire la guerre entre les États. Il existe plusieurs outils à la disposition des États *bien intentionnés* pour favoriser la discussion et les négociations afin de réduire la potentialité d'un conflit et de régler les différends : la diplomatie, les organisations internationales ou régionales et leurs organismes techniques, le droit international et ses divers organes, l'arbitrage, la conciliation, la médiation, les bons offices, etc. — autant de mécanismes proposant une alternative à la guerre. En revanche, la pierre d'achoppement est encore et toujours d'empêcher un État *mal intentionné* de recourir aux armes : malgré une évolution remarquable des normes et du droit international depuis plus d'un siècle, nous sommes encore démunis devant la volonté guerrière, en particulier lorsqu'elle émane d'une grande puissance. La guerre interétatique est restée un phénomène relativement rare depuis plus de 70 ans, mais elle connaît une résurgence récente dans le contexte de la nouvelle multipolarité mondiale. La période de turbulences que nous connaissons se matérialise notamment par la contestation de l'ordre international établi depuis 1945 (voire depuis 1919), fondé sur la prééminence des puissances occidentales, elles-mêmes fragilisées à l'interne. Il y a donc tout lieu de croire que les conflits interétatiques augmenteront durant les prochaines années.

On sait également que la baisse des conflits entre États au cours des dernières décennies est inversement proportionnelle à l'augmentation des conflits civils (qui impliquent très souvent aussi des puissances étrangères) et des violences exercées par un pouvoir sur des groupes nationaux pris pour cible³. Or, si nous avons une bonne pratique du règlement des différends entre États, il est autrement plus difficile de prévenir les conflits civils et, lorsqu'ils adviennent, d'en limiter la violence. Les « sorties de guerre » — c'est-à-dire la période qui va de la fin des combats jusqu'au moment où les normes qui avaient cours en temps de paix dominant à nouveau⁴ — y sont par ailleurs beaucoup plus imprévisibles. Aucune frontière physique ne peut en effet être érigée entre les membres d'une même communauté nationale, et il n'existe pas de méthode systématique de pacification qui puisse s'appliquer à des situations, cultures et traditions nationales chaque fois uniques, comme le défend la chercheuse Séverine Autesserre⁵.



L'augmentation probable des guerres interétatiques au cours des prochaines années et la multiplication récente des conflits civils sont profondément inquiétantes. Sommes-nous par conséquent réduits à nous contenter, dans un avenir plus ou moins lointain, de la paix négative ? Comment briser le cycle des violences à venir et construire un nouvel imaginaire de la paix ?

Les crises induisent des prises de conscience et ne peuvent être traversées que par des sociétés solidaires.

Un exercice utopique

Chercher à entrevoir un horizon positif dans ce sombre portrait, c'est flirter du côté de l'utopie, ce « non-lieu » idéal qui n'est jamais rien d'autre qu'un espace à jamais débarrassé du fléau de la guerre et de la violence. Mais l'exercice est pertinent, car toute utopie en dit finalement moins sur l'avenir que sur le présent, c'est-à-dire qu'elle nous éclaire, par réfraction, sur l'état du monde au moment de son énonciation. Permettez-moi, en conclusion, de me prêter au jeu.

Dans mon utopie, le dérèglement climatique, malgré des conséquences dramatiques et tenaces, aura finalement mené à des avancées réelles en matière de relations internationales. Les crises induisent des prises de conscience et ne peuvent être traversées que par des sociétés solidaires. Or, cette crise environnementale aura permis de rendre possible le cosmopolitisme, que des générations de philosophes et de promoteur-ices de la paix avaient appelé de leurs vœux, jusqu'alors en vain. La baisse de l'espérance de vie et des naissances, l'ampleur des déplacements de populations et les guerres qu'ils ont provoquées ont fini par achever le paradigme national, le filtre déformant par lequel, depuis des siècles, on pensait la réalité du monde. Le nationalisme était doublement malfaisant : il invalidait toute solution globale aux problèmes planétaires, et scellait a priori le destin de la grande majorité des individus sur Terre en fonction de leur lieu de naissance, fruit du hasard le plus complet et source de tant d'inégalités et de misère. Nous avons enfin compris que les frontières posées entre nous étaient des barrières symboliques néfastes à notre bien-être en tant qu'espèce.

La conscience d'une unité du genre humain dans l'épreuve mondiale a permis de casser les logiques accaparatrices. Certes, on a crié un moment, du côté occidental surtout, au rapt de la liberté, ce concept si central de la vie politique des siècles passés et dont la fétichisation, comme celle des frontières, était simplement devenue l'expression de l'égoïsme des classes possédantes. En cessant enfin d'entrevoir les relations entre les peuples comme des rapports hiérarchiques, un autre concept, celui de justice, a pu s'enraciner. Platon

lui-même avait enseigné que sans justice, aucune paix n'est possible : on ne peut pas dire qu'on ne savait pas. La multiplication des guerres, à partir du XXI^e siècle, a fini par faire réaliser aux peuples meurtris que la seule façon d'avoir enfin un peu la paix passait par la réduction des injustices et des inégalités à tous les niveaux. Pour cela, il fallait aussi dire la vérité au pouvoir : nous ne jouons plus votre jeu, nous ne croyons plus vos paroles qui divisent au lieu d'unir, nous refusons de servir votre propre cause en allant mourir pour priver d'autres de ressources que nous pourrions partager, nous rejetons votre logique du jeu à somme nulle. Et le pouvoir, qui sait parfaitement qu'il ne peut survivre indéfiniment sans la légitimité populaire, a finalement compris.

Tous les problèmes ne sont pas réglés pour autant. Il est difficile de distribuer équitablement les maigres ressources qui sont à notre disposition. Nous devons en outre nous méfier des gens qui clament que la guerre est à jamais derrière nous. Le passé que nous nous racontons est certes moins glorieux, nous ne grandissons plus en louant les actes héroïques de nos ancêtres qui ont donné leur vie pour leur patrie, mais nous trouvons notre fierté dans le fait que notre monde est plus juste et donc plus en paix. Et nous sommes en réalité plus libres, car nous ne mourons plus pour des mensonges.

*

Au sortir de la Première Guerre mondiale, des pacifistes attribuaient une seule et unique vertu à l'épreuve qui venait d'en-deuiller l'humanité : elle nous obligeait à revoir en profondeur les relations entre les peuples. Des jalons ont été posés en ce sens tout au long du XX^e siècle, mais des forces d'inertie, de puissants intérêts et des idéologies mortifères ont freiné cet effort. Je peine à l'écrire, mais peut-être faudra-t-il une crise plus grave encore, qui amènera les prochaines générations au bord de la rupture, pour enfin abattre les frontières physiques et symboliques qui font les guerres. ■

1— R. Aron, *Le grand schisme*, Paris, Gallimard, 1948.

2— J. Galtung, « Violence, Peace, and Peace Research », *Journal of Peace Research*, vol. 6, n° 3, 1969, p. 167-191.

3— On peut consulter les données du site Our World in Data pour s'en convaincre. Voir ourworldindata.org/war-and-peace.

4— Voir toute la section consacrée à ce concept dans Bruno Cabanes (dir.), *Une histoire de la guerre. Du XIX^e siècle à nos jours*, Paris, Seuil, 2018, p. 621-741.

5— S. Autesserre, *Sur les fronts de la paix. Guide de l'activiste pour un monde nouveau*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2023.